

**L'ÉDITO**

par Philippe MARTIN

# La solitude de Mrs May

**Le texte scellant le Brexit avance tout doucement vers le vote au Parlement. Mais à quel prix, pour Theresa May, qui se retrouve, à chaque étape, seule contre tous.**

Pas franchement comique, le boulot de Premier ministre britannique. On en viendrait à se demander ce qu'à bien pu faire Theresa May pour mériter une telle punition. Non seulement la chef du gouvernement doit se battre avec acharnement contre l'Union européenne pour trouver un accord mais, lorsqu'elle revient avec le texte d'un projet de divorce, elle doit encore faire preuve d'une persuasion extrême pour imposer son point de vue au sein de son gouvernement et contre les représentants de sa propre majorité au Parlement. Après deux années de débats particulièrement tendus, sortant d'une impasse pour mieux choir dans une autre, Theresa May est donc parvenue, mardi soir, à un compromis. La frontière qui sépare les deux Irlandes, entre la république au sud et la province britannique au nord, ne devrait pas devenir une limite physique, ni pour les hommes ni pour les marchandises. La question de cette nouvelle frontière extérieure de l'Union européenne, résultant de la

sortie de l'espace des 27, était devenue le principal obstacle aux négociations du Brexit. Stratagème imaginé : mettre en place un *backstop*, un « filet de sécurité » pour l'Irlande du Nord consistant à maintenir le Royaume-Uni dans l'union douanière européenne avec des réglementations particulières pour l'Irlande du Nord. Ce que les eurosceptiques de tous bords considèrent comme une « *trahison* » puisque ce texte reviendrait à laisser le Royaume-Uni arrimé à l'Union européenne pendant de longues années. « *Les gens n'ont pas voté en faveur du Brexit pour devenir une colonie* », « *un État vassal* » de Bruxelles, critique Boris Johnson, l'ancien ministre des Affaires étrangères.

Ça tire et ça tiraille à tous les étages du gouvernement même si ce dernier a fini par donner son accord, hier soir, à la proposition de Theresa May. Et ce ne sera certainement pas plus facile, dans quelques semaines, lorsque le Parlement devra se prononcer sur ce texte maudit qui ne satisfait ni les eurosceptiques ni les europhiles dans les rangs conservateurs. Une position intenable, pour la locataire de Downing Street, qui ne dispose que d'une très courte majorité au Parlement. Sa survie est désormais engagée.